REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA CREUSE

## Elections Législatives du 23 Novembre 1958

## 1re Circonscription de la Creuse



# Raymond Labrousse

Instituteur
Fils de fusillé — Ancien Résistant

## Candidat du Parti Communiste Français

REMPLAÇANT EVENTUEL

## André LOUIS

Ouvrier Mineur
Conseiller Municipal de Lavaveix-les-Mines

## *Electrices, Electeurs,*

Nous croyons utile de rappeler tout d'abord, pourquoi le 23 Novembre 1958, vous êtes appelés à élire les députés de la nouvelle assemblée Nationale.

En janvier 1956 vous aviez placé vos espoirs dans l'Union des forces de Gauche que nous avions réalisée en Creuse par la présentation d'une liste commune comprenant 1 communiste, 1 radical de gauche, 1 socialiste. Au lendemain de la consultation électorale, le Parti Communiste Français a proposé la constitution d'un Gouvernement à l'image de la majorité de gauche qui existait alors à l'Assemblée Nationale. Malheureusement, au lieu de répondre ainsi à l'attente du peuple, Guy Mollet forma un Gouvernement de « Front Républicain » avec l'appui de Soustelle et Chaban-Delmas.

Le 6 Février 1956, Guy Mollet, Chef du Gouvernement, capitula à Alger. Sous sa direction, le Parti Socialiste a renié les engagements pris par lui devant le pays le 2 Janvier 1956, notamment ceux de faire la Paix en Algérie et d'appliquer une politique sociale en faveur des travailleurs.

Par anticommunisme, le Parti Socialiste a été conduit à pratiquer de plus en plus une politique d'alliance avec la droite, puis à participer à la mise en place d'un régime de pouvoir personnel. A l'insu de son parti, à l'encontre des décisions du Comité Directeur et des groupes parlementaires, Guy Mollet n'a pas hésité à engager des pourparlers avec de Gaulle. Et c'est toujours au nom de l'anticommunisme que Guy Mollet est devenu Ministre du Général de Gaulle.

**ELECTRICES, ELECTEURS,**

Nous estimons absolument nécessaire de vous le dire franchement, sans attendre que les évènements éclairent davantage cette vérité : le résultat du Referendum-plébiscite du 28 Septembre a été une victoire du grand patronat, de la haute finance et des hobereaux, et non celle de la classe ouvrière, des travailleurs de la ville et des champs.

**Après 5 mois de pleins pouvoirs à de Gaulle, la guerre d'Algérie continue, le coût de la vie ne cesse d'augmenter, la crise économique menace.**

**Dans notre Département :**

— **Les Ouvriers** subissent toujours les abattements de zône, les salaires de moins de 30.000 francs sont encore les plus nombreux ; le chômage s'étend. Les 25 ouvrières de la chemiserie Rousseau à Boussac sont licenciées ainsi que 40 ouvriers de la Fonderie Wallet à Aubusson. Depuis le début de l'année, les mineurs de Bosmoreau sont en chômage. De partout, on annonce des réductions d'horaires.

— **Les Paysans** qui ont eu une mauvaise récolte de blé et de pommes de terre se sont vus refuser par le Général de Gaulle l'application de la loi sur l'indexation des prix des produits agricoles : pour le prix du blé c'est une perte initiale de 116 francs par quintal livré. Pour la viande, la baisse des cours à la production (répercutée de façon insignifiante à la consommation) a eu pour causes essentielles la diminution de la consommation — en raison des bas salaires — et l'importation non négligeable de carcasses.

**Le Gouvernement des banquiers — que préside le Général de Gaulle entouré de Guy Mollet, Pinay, Soustelle** — a donné des avantages scandaleux aux gros souscripteurs de l'emprunt garanti sur le prix de l'or ; par contre il impose une politique d'austérité aux salariés (salaires, traitements, pensions, retraites demeurent bloqués), aux paysans travailleurs, aux Vieux.

**Le Parti Communiste Français considère** que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

**Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation.**

## NOTRE PROGRAMME

**Relèvement du pouvoir d'achat des masses populaires :** réajustement des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales ; suppression des abattements de zones ;

**Défense de l'exploitation familiale agricole gravement menacée** (loi-cadre déposée par le groupe communiste) :

— écoulement prioritaire de leur production ; révision et respect des dispositions de la loi indexant les prix agricoles (non appliquée par le Gouvernement de Gaulle).

— extension aux engrais de la ristourne (15 à 20 %).

— Prêts du Crédit Agricole (de 1 à 3 %) en priorité aux exploitations familiales et aux jeunes ménages ruraux.

— Protection sociale — (proposition déposée par le groupe communiste) : membres de la famille non salariés obligatoirement affiliés à un régime couvrant les risques maternité, chirurgie et maladies provoquant l'arrêt prolongé ;

**Majoration de 20 % des allocations servies aux Vieux Travailleurs :** relèvement du plafond des ressources. Utilisation des excédents scandaleusement détournés (56 Milliards sur les 140 votés le 5 Mai 1956). Réajustement des rentes viagères.

**Défense de l'artisanat et du petit commerce** par une réforme démocratique de la fiscalité qui fasse payer les grosses sociétés capitalistes, leurs dirigeants et les fortunes indécentes (proposition communiste repoussée le 19 Mars 1955 par 389 voix — dont celle de de Pierrebourg — contre 211), par l'abrogation de l'ordonnance de Gaulle du 31 Juillet 1958 qui relance les attaques contre les artisans et commerçants.

**Défense des droits des Anciens Combattants, P.G. et victimes de guerre** trop souvent sacrifiés, comme ils le furent par le Groupe Socialiste et de Pierrebourg — qui votèrent le budget insuffisant du 19 Décembre 1957, contrairement à la demande des Anciens Combattants.

**Garantie de l'avenir de la jeunesse,** notamment :
— par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement,
— par la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futures ménages.

**Pour permettre la réalisation d'une telle politique sociale :**

**PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui on se bat ; établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

**POLITIQUE EXTERIEURE D'INDÉPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements. **Ainsi, serait rendu possible la réduction massive des crédits militaires.**

**RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE,** car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

**ELECTRICES, ELECTEURS,**

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour réaliser une politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation, **un seul moyen :**
**Assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix.**

Or, le retour au scrutin d'Arrondissement, décidé par l'équipe Guy Mollet, de Gaulle, Pinay, le découpage des circonscriptions, ainsi que les sordides combinaisons ont pour but de réduire le nombre des élus communistes.

**EN CREUSE,** ce découpage et ces combinaisons ont été élaborés à l'insu des électeurs, en vue de faire élire à Guéret l'homme de Soustelle — de Pierrebourg — avec l'appui des voix socialistes et, à Aubusson, l'homme de Guy Mollet — Chandernagor — avec l'appui de la réaction cléricale.

Ainsi, le deuxième tour de scrutin permettrait, sous une autre forme, les apparentements réalisés en 1951 et auxquels socialistes et laïcs s'étaient opposés en 1956.

**De Pierrebourg,** progressiste à « Libération », « s'attache » ensuite au Ministre socialiste André Philipp, puis il adhère au Parti Radical et s'apparente à la S.F.I.O. en 1951.

Mal élu avec 10.000 voix il vote les lois anti-laïques et gagne le soutien et la confiance de toute la réaction cléricale creusoise.

Avec l'appui de Morice, « le spécialiste des murs », il fait passer la fédération radicale creusoise à la dissidence et se retrouve avec les ultras-colonialistes et le mouvement d'Alger.

Aujourd'hui avec son compère M.R.P. de la deuxième circonscription, il prépare des accords avec les envoyés en Creuse de Guy Mollet.

De Pierrebourg est bien dans la lignée des Comtes, Barons, réactionnaires, cléricaux et affairistes de la famille des de Pierrebourg qui n'a jamais rien eu de commun avec le Peuple et la République.

**Quant au candidat socialiste Bodeau,** cheminot à Paris, il est l'exécutant de la politique de Guy Mollet, chargé d'apporter au deuxième tour, les voix socialistes au Baron.

Les électeurs socialistes remarqueront avec nous que de vieux militants S.F.I.O. creusois se sont écartés de cette opération. D'autres sont allés plus loin, tels Jean Ducher et Emile Labetoulle, en quittant le parti de Guy Mollet.

Face à ces compromissions immorales et pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, pour renforcer, dans la prochaine assemblée la seule opposition valable, le Parti Communiste présente un candidat dans toutes les circonscriptions du pays.

**Electrices, Electeurs de la première circonscription, il vous appartient de grouper vos voix sur le candidat de notre Parti, Raymond Labrousse.**

**Seul un élu communiste peut défendre, au nom des travailleurs des villes et des champs, la politique du Parti Communiste Français.**

L'union des Gauches, telle que nous l'avions réalisée le 2 Janvier 1956 est rendue impossible par le mode de scrutin actuel. Or, **sans communistes,** c'est l'impuissance, c'est l'impossibilité de combattre sur les positions de la classe ouvrière.

**Ouvriers** qui comptez sur notre Patrie pour défendre vos revendications,

**Paysans** qui faites confiance à la politique agricole ardemment défendue par le Parti de Waldeck-Rochet,

**Vieux travailleurs** reconnaissants envers le Parti d'Ambroise Croizat,

**Jeunes** qui espérez un avenir de Paix, de Progrès social et qui connaissez notre lutte contre les guerres coloniales, pour l'indépendance nationale et la marche au socialisme.

**Républicains et laïcs** qui savez pouvoir compter sur les élus Communistes pour défendre sans compromission la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

**Vous voterez utile. — Vous voterez et vous ferez voter pour le Candidat du Parti Communiste Français**

# Raymond LABROUSSE

Instituteur Rural — Evadé des Chantiers de Jeunesse — Ancien résistant.
Secrétaire de la Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français depuis le 11 Mars 1950.
Fils d'un vieux militant communiste creusois, arrêté en Octobre 1943, déporté, qui a payé de sa vie son attachement indéfectible à son idéal et à son pays.

Vous voterez **Raymond LABROUSSE**

**Pour la Paix et le Progrès social — Pour la République — Pour l'avenir de la France.**

GUÉRET - IMP. LECANTE

Vu le Candidat :